

Unité départementale de l'Oise  
Z.A. de la Vatine  
283, rue de Clermont  
60000 BEAUVAIS

BEAUVAIS, le 15/11/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **COMPAGNIE DES ENGRAIS DE LONGUEIL**

Bois d'Ageux  
60126 Longueil-Sainte-Marie

Références : IC-R/0467/23-JUD

Code AIOT : 0005101293

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/11/2023 dans l'établissement COMPAGNIE DES ENGRAIS DE LONGUEIL implanté Bois d'Ageux 60126 Longueil-Sainte-Marie. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- COMPAGNIE DES ENGRAIS DE LONGUEIL
- Bois d'Ageux 60126 Longueil-Sainte-Marie
- Code AIOT : 0005101293
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société COMPAGNIE DES ENGRAIS DE LONGUEIL est spécialisée, sur son site de Longueil-Sainte-Marie, dans la formulation par mélange et le stockage d'engrais solides à base de nitrates d'ammonium.

L'établissement relève du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2515 (granulation d'engrais et mélange, tamisage, ensachage avec une puissance de 960 kW) .

Le fonctionnement de l'établissement est réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 septembre 1987.

Les activités relevant des rubriques n°4702-III (matière première : engrais à 27 % d'azote dû au nitrate d'ammonium : la quantité maximale présente dans l'installation est de 1100 t) et 4702-IV (produit finis : engrais NPK à moins de 16,4 % en azote dû au nitrate d'ammonium : la quantité maximale présente dans l'installation est de 7700 t) sont soumises à déclaration. Ces installations n'étant pas réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation, elles sont soumises aux dispositions visées à l'annexe V de l'arrêté ministériel du 06 juillet 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n°4702.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- arrêté préfectoral d'astreinte administrative du 7 décembre 2022 ;
- rejets atmosphériques et poussières diffuses.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de

l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Rejets canalisés	Arrêté Préfectoral du 29/09/1987, article 13.3	Mise en demeure	FSS

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Réfection casier de stockage	Arrêté Préfectoral du 07/12/2022, article 1	/	Sans objet
3	Poussières diffuses	Arrêté Préfectoral du 29/09/1987, article 13.6	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit réaliser rapidement une nouvelle analyse des rejets canalisés du site afin d'attester que les travaux effectués sur les installations permettent de respecter les VLE fixées par l'article 13.3 de l'arrêté préfectoral du 29 septembre 1987.

## 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Réfection casier de stockage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/12/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, astreinte administrative
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>La société COMPAGNIE DES ENGRAIS DE LONGUEIL, autorisée par arrêté préfectoral du 29 septembre 1987 à poursuivre l'exploitation d'une usine de fabrication d'engrais destinés à l'agriculture sur le territoire de la commune de Longueil-Ste-Marie, est rendue redevable d'une astreinte d'un montant journalier (jours ouvrés) de 602 (six cent deux) euros jusqu'à satisfaction de la mise en œuvre du plan de réfection des cases de stockage des engrais du site.</p> <p>Cette astreinte prend effet à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté, assorti d'un délai de sursis de 24 (vingt-quatre) mois.</p> <p>Au terme de ce délai de 24 (vingt-quatre), si les non-conformités perdurent, l'astreinte sera liquidée et recouvrée à l'issue de chacun des contrôles effectués jusqu'à retour à la conformité de l'installation, en prenant comme point de départ de la liquidation la notification du présent arrêté.</p> <p>L'astreinte peut être liquidée complètement ou partiellement par arrêté préfectoral.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'ensemble du site compte 40 cases de stockage d'engrais : 34 dans le bâtiment de stockage et 6 dans le bâtiment de production.</p> <p>Deux cases de stockage ont été réhabilitées pour le moment. Une d'entre elle est celle contenant l'ammonitrate d'une capacité de 5000 t. L'exploitant a précisé que depuis le début de l'année 2023, seulement 300 t d'ammonitrate ont été reçues et expédiées sur le site.</p> <p>Le groupe LES ENGRAIS DE LONGUEIL est en cours de réflexion sur les sujets suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- réparer les cases de stockage avec du béton ou les remplacer par des murs pré-fabriqués de type stomos ;</li><li>- au vu de la baisse du volume d'ammonitrate présent sur le site, une étude de danger est en cours afin de réétudier le positionnement de cette case dans le bâtiment.</li></ul> <p><a href="#">L'inspection a averti l'exploitant sur la prévention à mettre en place afin d'empêcher un mélange accidentel avec un autre produit.</a></p> <p>L'exploitant a indiqué que ces décisions seraient prises en début d'année 2024.</p> <p>Lors de la visite du site, l'inspection a constaté des fûts de graisse de fabrication hors rétention (voir planche photographique). Par mail du 14 novembre 2023, l'exploitant a transmis des photos de l'évacuation de ces fûts et a indiqué les avoir déplacés dans le local à huile sur rétention. <a href="#">Au vu des produits sensibles présents sur le site, notamment l'ammonitrate, l'inspection rappelle à l'exploitant la nécessité de maintenir des conditions de sécurité optimales.</a></p> <p><b>Nota :</b></p> <p>Le site dispose de 34 cas de stockage réparties sur trois bâtiments : Robert I, Robert II et Robert III.</p>

<p>En juin 2022, par souci de sécurité certains mûrs de retour fissurés et pouvant présenter un danger ont été tombés et évacués ; d'autres ne présentant pas de danger immédiat mais dans un état de détérioration avancé ont été éliminés pendant l'arrêt technique de juillet. La réfection des murs du fond, des parois latérales et des sols représentant un chantier des grandes ampleurs (en temps et en moyen financier), l'exploitant a fait intervenir un expert en construction le 07/06/2022 qui a certifié la solidité des constructions malgré l'état de dégradation en surface sur les murs.</p> <p>Le chiffrage concernant la réfection des murs des cases de stockage fait apparaître un montant supérieur à 350 K€ HT (cf. devis réfection cases_RIVOLTA_24.06.22).</p> <p>Les travaux vont être échelonnés dans le temps, selon un rétroplanning. Un premier retro-planning de chantier, qui s'étale dans le temps de façon à répartir la charge budgétaire, a été présenté.</p> <p>L'exploitant a également chiffré la réfection de certains murs de petites alvéoles dans l'idée de réaliser les petits travaux en interne, en faisant appel si besoin à une main d'œuvre spécialisée. Il a priorisé les travaux, et affinera le planning en fonction des chiffrages.</p> <p>Pour le moment l'exploitant a remis en conformité la case n°2 dédiée au stockage des ammonitrates, engrais qui présentaient le risque le plus important dans les conditions de stockage observées en avril 2022.</p> <p>La case n°7 qui va servir de réception va être refaite en novembre 2022 et les premiers travaux sur les cases n°25, 26 et 27 sont planifiés en décembre.</p> <p>Compte-tenu du nombre de cases à refaire (plus d'une trentaine), de la nature des travaux à réaliser : réfection des sols, des parois latérales, des murs du fond, de la toiture et des éclairages, et de leur montant (plus de 350 000 € HT), l'exploitant est en train de se pencher sur le sujet pour déterminer les cases à prioriser en fonction de l'orientation qui va être donnée à l'activité du site.</p> <p><a href="#">L'exploitant n'utilise que les cases en état de fonctionnement.</a></p>
<p><b>Observations :</b></p> <p><b>L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées, avant février 2024, un planning de réfection de l'ensemble des cases de stockage du site en précisant les méthodes utilisées.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

## N° 2 : Rejets canalisés

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/09/1987, article 13.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Les rejets canalisés</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les rejets canalisés issus de l'unité de production d'engrais devront être conformes à l'instruction ministérielle du 13 août 1971 relative à la construction des cheminées dans le cas d'installations émettant des poussières fines.</p> <p>Les caractéristiques des conduits d'évacuation sont fixées comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- conduit n° 1 – plateau granuleur <ul style="list-style-type: none"> <li>• hauteur : 19 mètres</li> </ul> </li> </ul>

- vitesse d'éjection minimale : 5 m/s
- conduit n° 2 – tambour ammoniateur
  - hauteur : 19 mètres
  - vitesse d'éjection minimale : 5 m/s
- conduit n° 3 – tambour refroidisseur
  - hauteur : 19 mètres
  - vitesse d'éjection minimale : 5 m/s
- conduit n° 4 – sécheur d'engrais
  - hauteur : 19 mètres
  - vitesse d'éjection minimale : 8 m/s

Les concentrations de poussières rejetées par chacun de ces conduits (indice pondéral) ne devront pas excéder : 30 mg/Nm<sup>3</sup>.

Par ailleurs, les quantités totales de poussières émises à l'atmosphère ne devront pas excéder : 1 kg/h.

#### **Constats :**

Pour rappel, le site dispose de 2 exutoires à l'atmosphère : les conduits n° 1 et 4 regroupés en un seul conduit et le conduit n°3. Le conduit n° 2 n'a plus de raison d'être depuis l'arrêt de la fabrication sur site.

Le dernier contrôle des rejets canalisés réalisé par l'exploitant en novembre 2022 était conforme. Toutefois, le contrôle inopiné mandaté par la DREAL en février 2023 était, lui, non conforme :

- vitesse d'éjection et concentration non conformes pour le tambour refroidisseur (conduit n°3) ;
- concentration non conforme pour le granulateur sécheur (conduits n° 1 et 4).

Afin d'obtenir des VLE conformes en concentration et flux de poussières, l'exploitant a réalisé, en 2023, les travaux suivants :

- suite à un défaut d'équilibrage sur le moteur du laveur 2, la bobine et des roulements ont été changés par la société SEIBO en août 2023 ;
- changement du ventilateur du laveur 1 (turbine, moteur, caisson, manchon et châssis) par la société NEU-JFK en mai 2023 ;
- nettoyage et rénovation des filtres à manches A et B en juillet 2023.

Par mail du 14 novembre 2023, l'exploitant a également transmis un devis de la société CATTINAIR pour la rénovation de la tuyauterie prévue début 2024.

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué vouloir attendre la fin des travaux avant de réaliser un nouveau contrôle des rejets atmosphériques.

**Fait susceptible de suites :** l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées, dans un délai de 30 jours à compter de la réception du présent rapport, les derniers résultats d'analyses des rejets atmosphériques du site.

Une mise en demeure a déjà été proposée et signée sur ce point (cf. article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19 novembre 2019). Dans l'attente des résultats du prochain contrôle des rejets canalisés, l'inspection ne propose pas de suites administratives pour le moment.

<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : Poussières diffuses**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/09/1987, article 13.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, limiter les émissions diffuses de poussières à l'atmosphère
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toutes dispositions seront prises pour limiter les émissions diffuses de poussières à l'atmosphère :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• dans le bâtiment de fabrication au niveau des chutes de produits (trémies d'alimentation, tapis, élévateurs, ...) ;</li> <li>• dans les bâtiments de stockage lors des stockages et déstockages des produits finis ainsi qu'aux postes d'expédition ;</li> <li>• à l'extérieur lors des approvisionnements des matières premières par voie fluviale au niveau des trémies d'alimentation des stockages, situées sur le quai.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pour rappel, des nettoyages hebdomadaires ont été mis en place sur le site : un planning avec la liste des tâches à effectuer doit être rempli par les opérateurs de chaque équipe (matin, après-midi et nuit).</p> <p>Par mail du 14 novembre 2023, l'exploitant a transmis le planning de la semaine 44 complété par les opérateurs.</p> <p>Un grand nettoyage de l'ensemble du site est réalisé une fois par an pendant l'arrêt technique.</p> <p>Lors de la visite du site, le niveau d'empoussièrement du site était acceptable.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet